Monuments publics au XXI^e siècle

Renaissance africaine et nouveaux patrimoines

Nora Greani

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/20801>
DOI : 10.4000/etudesafriaines.20801
ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2017
Pagination : 495-514
ISBN : 978-2-7132-2686-1
ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Nora Greani, « Monuments publics au XXI^e siècle », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 227 | 2017, mis en ligne le 01 septembre 2017, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/20801> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.20801>

Monuments publics au XXI^e siècle

Renaissance africaine et nouveaux patrimoines*

Le monument n'est pas un objet simple tant il est comme protégé par son évidence. Il tient son caractère très particulier du fait d'être toujours situé au carrefour : entre plusieurs formes, entre plusieurs intentions, entre plusieurs réceptions (Fabre 2016 : 196).

Ce numéro thématique est consacré à l'étude de la monumentalité contemporaine en Afrique subsaharienne. Il invite à réfléchir de façon concomitante aux intentions commémoratives des gouvernements commanditaires de monuments et aux pratiques mémorielles que ces monuments induisent auprès d'acteurs divers. Rassemblant pour la première fois des études de cas consacrées à des monuments publics édifiés depuis le début des années 2000, ce dossier s'adosse à une démarche propre aux sciences sociales qui inscrit ces monuments dans leur espace social, politique et physique et resitue leurs usages dans une histoire longue : on peut dire, en ce sens, que les analyses menées donnent chair à la pierre. La notion de monument public couvre ici un large spectre de commandes officielles installées dans des espaces publics, allant des statues aux sculptures en passant par des stèles, des édifices religieux, des tours ou encore des mémoriaux. À chaque fois, ces édifices de plein air s'inscrivent dans des projets de réaménagements des hypercentres urbains qui, parce qu'ils sont imposés « par le haut » (l'État, l'Église), cherchent à instaurer une conception hégémonique de la communauté, son identité, son rapport au monde, à l'histoire, ou encore au divin. Mais ces nouveaux monuments, outils

---

* Ce numéro doit beaucoup au soutien de Marie-Aude Fouéré qui nous a généreusement fait bénéficier de ses conseils et de son expertise. Qu'elle en soit ici chaleureusement remerciée. Nous tenons également à exprimer notre gratitude à Jean-Loup Amselle pour son appui initial à notre projet de réunir des études consacrées à de récents monuments publics africains. Nos remerciements vont enfin aux évaluateurs des articles qui composent ce numéro, dont les points de vue critiques auront contribué à enrichir le propos.

de légitimation du pouvoir, ravivent souvent en creux le souvenir d'anciens bâtiments, statues et objets déboulonnés, détruits ou laissés à l'abandon. Leur immobilité et leur supposée permanence — ce que l'anthropologue Michael Herzfeld (2001 : 47) nomme « [l']a fixité temporelle, symbolique et idéologique impliquée par l'idée même de monument — tranchent avec les dynamiques qu'ils provoquent par leur intégration à la vie quotidienne des individus, les possibles réactions d'hostilité qu'ils suscitent ou encore les diverses mises en récit qui les accompagnent.

En Afrique, la catégorie de monument recouvre une hétérogénéité d'acceptions, allant des éléments naturels (comme les grottes) à des ensembles bâtis par l'homme, tel « Le grand Zimbabwe », cet ensemble de ruines d'une capitale royale africaine parmi les plus anciennes d'Afrique australe devenues monument national zimbabwéen puis site du patrimoine mondial de l'Unesco (Fontein 2006). Ce numéro s'intéresse plus spécifiquement à des aménagements récents de l'espace conçus et mis en place par les pouvoirs publics africains qui passent par l'installation de nouveaux édifices ayant une valeur mémorielle et commémorative, d'une part, et le recyclage d'anciens édifices, d'autre part. C'est la raison pour laquelle nous employons l'expression de « monuments publics » dans ce numéro. Ces monuments publics ont longtemps occupé une place indéterminée au sein de la recherche africaniste. Ils apparaissent souvent en tant que thématique transversale qui transcende les frontières disciplinaires et méthodologiques. Ainsi, de nombreux chercheurs en sciences sociales, issus d'horizons variés, relaient dans leurs travaux la charge évocatrice ou politique des pratiques et des représentations sociales véhiculée par des monuments. Mais la description de statues ou de mémoriaux, et l'analyse de leurs usages et leurs effets, ne viennent fréquemment qu'illustrer, parfois enrichir, des réflexions qui traitent plus largement de politique, d'art, de mémoire ou encore de phénomènes urbains. Le monument est également souvent choisi comme simple illustration, notamment pour des couvertures d'ouvrages ou de revues scientifiques, en raison de sa capacité à capter le regard, à fixer les représentations et à symboliser un contexte local et historique. Cependant, les monuments publics africains sont devenus des objets d'étude à part entière depuis une dizaine d'années. Ils donnent lieu à des analyses approfondies, étayées par des études de cas¹. Parmi cette production scientifique récente on trouve, pour ne citer que quelques exemples, le mémorial Modibo Keita (De Jorio 2003), le monument de l'indépendance (Arnoldi 2003) ou les fresques murales de Koukala (Arnoldi 2016) au Mali,

1. S. Marschall et C. Lentz qui contribuent au présent numéro font partie des rares chercheurs africanistes ayant focalisé leurs travaux et leurs enseignements universitaires sur les monuments publics.

le Duncan Village Massacre Memorial édifié en Afrique du Sud (Minkley & Mnyaka 2015), le Peace and Cultural Monument en Sierra Leone (Basu 2013), le mémorial de Pierre Savorgnan de Brazza en République du Congo (Bernault 2010 ; Greani 2016 ; Tonda 2010), les mémoriaux du génocide au Rwanda (Dumas & Korman 2011), un monument aux morts en Ouganda (Perrot 2010), les monuments de la Route de l'esclave au Bénin (Araujo 2010 ; Ciarcia 2013), ou encore l'ensemble statuaire Demba et Dupont (De Jong 2008) et le monument de la Renaissance africaine au Sénégal (De Jong & Foucher 2010).

Deux remarques peuvent être formulées à propos de cette abondante littérature. *Primo*, une forte disparité géographique est perceptible. En effet, le cas particulier de l'Afrique du Sud a focalisé jusqu'ici l'attention du plus grand nombre de chercheurs, en particulier d'historiens soucieux de décrypter le rôle attribué aux monuments par l'État dans les politiques de reconstruction nationale en contexte post-*Apartheid* (Coombes 2003 ; Marschall 2010 ; Miller & Schmahmann 2017 ; Rassool 2015 ; Vally 2004). Ce déséquilibre géographique des recherches sur les monuments s'explique en partie par le contraste entre les politiques publiques culturelles des gouvernements à l'échelle du continent. Autant l'Afrique du Sud a misé sur sa politique monumentale pour pallier les lacunes d'une transmission mémorielle de l'*Apartheid* partielle et parcellaire parce que, comme le rappelle Sabine Marschall (2010 : 6, ma trad.), en reprenant les mots de John Gillis (1994 : 94), « les grands-parents n'opèrent plus le travail de mémoire qu'ils faisaient auparavant », autant certains pays, comme le Cameroun (Malaquais 2006 : 113) ou le Rwanda (Dumas & Korman 2011 : 13), par exemple, se caractérisent par la quasi-absence de monuments publics. Sans prétendre rétablir un équilibre géographique, les études réunies dans ce dossier couvrent néanmoins des horizons variés (Afrique du Sud, Burkina Faso, Éthiopie, Ghana, République du Congo, Sénégal, Zanzibar). Ceci permet de mettre au jour un kaléidoscope d'expressions de la monumentalité publique, induites notamment par des « régimes d'historicité » (Hartog 2003) variés, fonction des trajectoires historiques des pays considérés. *Secundo*, la mémoire de la traite esclavagiste et de la colonisation a donné lieu à l'édification d'un grand nombre de monuments valorisant successivement les figures de l'esclave et du résistant anticolonial. Les monuments publics africains ont donc été particulièrement observés au travers du prisme des mémoires et héritages des expériences passées traumatiques et en association avec des revendications à la reconnaissance des torts du passé (Araujo 2014 ; Bancel *et al.* 2010 ; Bancel & Blanchard 2006 ; Ciarcia 2016 ; Jewsiewicki 2004 ; Kuklick 1991 ; Vergès 2008). En s'intéressant à des monuments construits par les pouvoirs

en place à la fin du xx^e et au début du xxi^e siècle, pour beaucoup en lien avec les commémorations des cinquantenaires de l'indépendance, ce dossier met en évidence un renouvellement des récits et des matérialités qui servent la construction nationale et la légitimité politique dans l'Afrique d'aujourd'hui. Les questions de l'esclavage ou de la colonisation, sans pour autant s'effacer, s'atténuent et laissent place à des référents nouveaux ou recyclés qui ne sont pas tournés vers le passé mais pointent vers l'avenir : la modernité, le progrès, le panafricanisme et la « renaissance nationale ».

Les monuments publics africains édifiés très récemment alimentent épisodiquement le débat public national et international, occupant le devant des scènes médiatiques locales et investissant la Toile. Les raisons qui expliquent cette exposition médiatique sont diverses. On peut mentionner les cas de destructions par les mouvances islamistes radicales, qui ont par exemple touché le Monument de l'indépendance à Tombouctou au Mali en octobre 2012². Les changements de régime sont aussi propices à des démolitions, comme celle des éléphants géants édifiés à Abidjan en Côte-d'Ivoire durant la présidence de Laurent Gbagbo (à la suite de l'arrestation de ce dernier en avril 2011), qui a donné lieu à une forte médiatisation. Les médias suivent aussi de près leur reconstruction, comme celle des mausolées maliens depuis 2016³, et critiquent leur coût astronomique au regard des conditions de vie des populations. La gabegie financière à laquelle le Monument de la Renaissance africaine à Dakar a donné lieu, a ainsi fait la Une des médias sénégalais. Les monuments publics font également l'objet de réappropriations par des artistes plasticiens, à l'instar de l'action d'Edwige Aplogan qui, prolongeant le geste des artistes américains Christo et Jeanne Claude, drape les principaux monuments liés à l'indépendance de la ville de Cotonou au Bénin⁴. Le photographe-performeur anglais Kiluanji Kia Henda questionne, quant à lui, les frontières de la mémoire du colonialisme dans l'espace public luandais, en se mettant en scène sur les socles d'anciens monuments coloniaux dont les statues ont été

2. Voir par exemple l'article en ligne, AFP, « Mali : des islamistes détruisent le monument de l'indépendance à Tombouctou », *Jeune Afrique*, 28/10/2012, <<http://www.jeuneafrique.com/151220/politique/mali-des-islamistes-d-truisent-le-monument-de-l-ind-pendance-tombouctou/>> (dernière consultation : 2 mai 2017).
3. Voir par exemple l'article, non signé, « Mali : huit mausolées de Tombouctou détruits par les djihadistes ont été reconstruits », *Le Monde*, 20/07/2015 : <http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/07/20/mali-huit-mausolees-de-tombouctou-detruits-par-les-djihadistes-ont-ete-reconstruits_4690221_3212.html> (dernière consultation : 15 avril 2017).
4. Voir l'article faisant suite à la participation de l'artiste à la Biennale du Bénin en 2012, P. R., « Edwige Aplogan, *Une mondialisation*, 2009-2012 », 22/10/2012, <<http://inventer-le-monde.appartement22.com/spip.php?article74>> (dernière consultation : 24 mai 2017).

déboulonnées⁵. Enfin, le mouvement « Rhodes Must Fall » est particulièrement emblématique de la répercussion médiatique internationale des monuments publics en Afrique. Ce mouvement de protestation étudiante né à l'Université du Cap en mars 2015 a fait de la statue de bronze de Cécil Rhodes, installée devant le campus, un symbole politique des discriminations raciales en Afrique du Sud — discriminations ayant trait notamment à la répartition des postes dans le corps enseignant universitaire. Devant l'ampleur de la révolte, la statue est renversée un mois plus tard, le mouvement s'étendant alors à d'autres universités sudafricaines (Nyamnjoh 2017). Un hashtag « Rhodesmustfall » est créé sur Twitter, permettant en particulier de recenser les vandalismes de plusieurs monuments publics coloniaux (comme la statue du roi Georges V installée devant l'Université du KwaZulu-Natal à Durban, souillée de peinture blanche). Toutefois, comme le souligne Sabine Marschall dans ce numéro, il existe un monde entre ces virulentes revendications fortement médiatisées et la réalité quotidienne du rapport au monument public souvent caractérisée par l'indifférence en Afrique du Sud comme ailleurs.

Des Indépendances aux festivités des cinquantenaires : naissances et renaissances nationales

Au moment des Indépendances, la mise en place des souverainetés nationales se traduit par des efforts de substitution d'un nouvel ordre symbolique à l'ancien. Les signes associés à l'administration coloniale sont progressivement renouvelés par les jeunes gouvernements afin de rendre plus sensible leur rupture avec le système politique antérieur. Aux changements de toponymes, d'hymnes nationaux ou de drapeaux, par exemple, se superpose le réaménagement de l'espace public urbain. Les monuments, stèles ou statues installés par le régime colonial sont détruits, transférés ou laissés en friche, tandis que les pratiques commémoratives officielles qui les accompagnaient (dépôt de gerbe, discours, recueil, etc.) tombent en désuétude⁶. La principale visée des monuments coloniaux n'était pas décorative : « Il s'agissait, de bout en bout, de manifestations de l'arbitraire absolu », visant à diffuser « une forme de terreur raciale » (Mbembe 2006 : 121). Les statues, équestres ou en pied, qui incarnaient la domination coloniale sur le continent, sont massivement déboulonnées. Par exemple, bien avant qu'émergent les velléités de faire

5. Ce travail est visible dans la série photographique *Redefining the Power* datant de 2011. Voir l'article, non signé, « Focus : Kiluanji Kia Henda », *Frieze*, 01/10/2012, <<https://frieze.com/article/focus-kiluanji-kia-henda>> (dernière consultation : 25 mai 2017).

6. À propos des commémorations en Afrique et leurs rôles dans les constructions nationales, voir FAURÉ (1978).

disparaître la représentation statuaire de Cécil Rhodes au Cap évoquées plus haut, une autre statue de pierre représentant Cécil Rhodes, installée au centre-ville de Bulawayo en Rhodésie du Sud (Zimbabwe), avait aussi été retirée de son socle au moment de l'indépendance. Créée par le sculpteur britannique John Tweed et faisant l'objet d'une commémoration annuelle (Ranger 2010 : 141), elle avait été transférée en 1980 pour être entreposée au sein du Musée national avec d'autres reliques coloniales.

Comme le remarque l'anthropologue Monique Sicard (2016 : 159) : « Toute destruction [ou transfert] de statue n'est pas un déboulonnage. Il lui faut l'accompagnement d'une foule populaire s'appropriant par là même un nouvel espace, un pouvoir sinon *le* pouvoir. » C'est en effet avec une ferveur populaire propre aux changements de régime à travers le monde et aux espoirs qu'ils soulèvent, que les explorateurs et anciens colonisateurs sont expulsés des places publiques, pour toujours ou pour un temps⁷. Au Kenya, par exemple, la statue du Lord Delamere, un des plus fameux représentants de la colonisation de peuplement britannique au Kenya et de l'accaparement des terres au détriment de la paysannerie kényane, érigée dans la capitale de Nairobi en 1946, est retirée en 1963 sous les acclamations de la foule réunie pour l'occasion (Larsen 2012) : 49). Ces scènes iconoclastes peuvent être considérées comme des invariants transnationaux et transhistoriques qui s'ajoutent à une longue liste d'exemples bien connus (la colonne Vendôme durant la Commune de Paris en 1871, les bouddhas durant la révolution culturelle chinoise en 1966 puis ceux, géants, de Bâmiyân en Afghanistan en 2001, les statues de tsars au cours de la Révolution russe de 1917 puis celles des penseurs et dirigeants communistes après 1989, la statue de Sadam Hussein en Irak en 2003, la dernière statue équestre de Franco en Espagne en 2016, etc.). Ces destructions de monuments caractéristiques des temps de transitions résultent d'un double mouvement qui consiste à se tourner vers l'avenir et à détruire certains pans du passé. Comme le souligne l'historien Emmanuel Fureix (2014 : 9) : « Le rapport au temps est essentiel à la compréhension de ces gestes [iconoclastes] : le futur espéré, émancipateur voire messianique suppose l'effacement au moins partiel des signes du passé. »

Pour remplacer les signes susceptibles de remémorer l'ère coloniale, les métropoles africaines se dotent de nouveaux monuments publics et font place aux figures politiques de l'indépendance. Dans un contexte de lutte pour la construction des États nations, l'adoption de nouveaux emblèmes est destinée à faire table rase du passé symboliquement et à promouvoir l'idée d'un nouveau départ émancipé du legs colonial, ceci autant à l'adresse des citoyens de ces

7. À propos de la ré-érection de la statue de Léopold II à Kinshasa et du mécontentement populaire qui l'a accompagné, voir LARSEN (2012 : 54) et DESLAURIER & ROGER (2006 : 16).

nouvelles nations africaines qu'à l'adresse du reste du monde. Les gouvernements attribuent aux monuments publics, souvent coûteux, un rôle de premier plan dans le développement d'un sentiment d'appartenance nationale, comme ce fut le cas dans la construction des nationalismes européens (Gellner 1983 ; Nora 1997) ou ailleurs dans le monde (Anderson 1996). Au Ghana, par exemple, le gouvernement indépendant se dote d'un complexe monumental, le Black Star Square, inauguré à Accra en 1961 (Fuller 2014 : 120) et d'une statue de bronze en pied du président Kwame Nkrumah inaugurée en 1958, sur laquelle Carola Lentz s'attache à revenir en détail dans ce dossier. En République populaire du Congo, une fresque géante en forme d'arche est installée dans le centre-ville de la capitale en 1970, laquelle commémore dans un double élan la lutte anticoloniale et l'avènement du marxisme-léninisme (Greani 2017).

En 2010, dix-sept pays d'Afrique dont quatorze francophones, commémorent leur cinquantenaire d'indépendance. Dans le contexte festif de concerts, de conférences, de festivals, de parades ou de spectacles qui participent d'une esthétique nationaliste contemporaine, la plupart des États procèdent à l'inauguration de nouveaux monuments (Lentz 2013a, b). En cinquante ans, les enjeux politiques, idéologiques et mémoriels ont évolué. Il s'agit moins de briser la mise en récit de la domination coloniale sur le sol d'Afrique que de célébrer un vaste concept démocratique et panafricaniste qui émerge en Afrique du Sud à la fin des années 1990 : celui de la Renaissance africaine. La Renaissance africaine peut être définie comme suit : « Ni idéologie à proprement parler, ni programme politique vraiment ficelé, l'*African Renaissance* procède avant tout de la conviction que des temps nouveaux pour l'Afrique sont arrivés, que le continent possède en lui les ressources de son développement, que l'espoir et les possibilités existent d'endiguer les fléaux qui la minent et dont la (néo)colonisation est responsable, et enfin que la corruption de ses dirigeants n'a rien d'inéluctable [...] » (Samarbakhsh-Liberge 2000 : 385). Ce projet suppose donc à la fois un renouveau économique, politique et culturel et une unité entre les pays d'Afrique. Promue par Thabo Mbeki (1998), l'*African Renaissance* est quasi immédiatement fondue dans des problématiques monumentales en Afrique du sud. Ainsi en juin 1999, l'inauguration de Mbeki en tant que second président du régime post-*Apartheid* se déroule au sein de l'Union Buildings à Pretoria. Sur la pelouse du site, les statues d'anciens hommes d'État sud-africains tels Louis Botha, Jan Smuts, James Barry Hertzog ou le buste de Johannes Strijdom sont recouverts de toiles de couleur verte afin de symboliser la rupture avec l'époque de l'*Apartheid*⁸. Par la suite, le concept de Renaissance africaine a

8. Voir l'article de S. Daley, « At Inauguration, Mbeki Calls for Rebirth of South Africa », *New York Times*, 17/06/1999, <<http://www.nytimes.com/1999/06/17/world/>

guidé l'édification de nombreux monuments en Afrique du Sud, comme le mémorial Hector Pieterse installé à Soweto (Marschall 2006) ou le musée de l'*Apartheid* à Johannesburg ouvert en 2001.

Si le discours de la Renaissance africaine constitue avant tout « une composante de la politique d'image (et donc de puissance) du régime de Pretoria » (Crouzel 2000 : 171), il a été diversement réinterprété sur le reste du continent en fonction des enjeux politiques, économiques ou idéologiques nationaux. Dans ce dossier, Martin Mourre revient sur le cas particulier du Sénégal. En retraçant la généalogie de la « renaissance » dans ce pays, il met en évidence des conceptions distinctes de cette notion promue par Cheikh Anta Diop et Léopold Sédar Senghor. Ces deux intellectuels et opposants politiques ont chacun tracé les contours d'une renaissance sénégalaise diversement influencée par le courant de la négritude, la mémoire de la colonisation ou encore la théorie marxiste. Le monument géant édifié par Abdoulaye Wade à Dakar, le Monument de la Renaissance, constitue une réinterprétation de ces conceptions distinctes de la renaissance, recyclées à la lueur des enjeux politiques propres au début des années 2000.

Stratégies électorales et clientélistes

Les monuments publics sont tenus de susciter un renouveau, de le rendre tangible aux yeux du monde et des générations à venir. Mais ils sont donc aussi des ressources symboliques dans des jeux politiques et des stratégies électorales. « Arènes permettant aux gouvernements et aux bureaucraties de mettre en scène les symboles de l'État » (Lentz 2011 : 3, ma trad.), la monumentalité publique permet aussi aux hommes politiques au pouvoir de se (re)construire une légitimité symbolique écornée en recomposant le panthéon politique. Tantôt ils sortent de l'oubli des figures du passé, tantôt ils misent sur une figure historique encore présente dans les mémoires collectives dont ils s'affirment les héritiers.

Certains hommages rompent de manière polémique avec les lignes mémorielles des Indépendances, comme en République du Congo qui honore l'explorateur franco-italien Savorgnan de Brazza par un mémorial inauguré en 2006. Mais les héros du renouveau sont largement tirés de l'histoire de la décolonisation. Ainsi, de nombreuses statues des *leaders* de l'anticolonialisme des années 1950 et 1960 — héros de l'indépendance parfois devenus pères de la nation (Fouéré & Charton 2013) — sont édifiées lors des célébrations

---

[at-inauguration-mbeki-calls-for-rebirth-of-south-africa.html](#) (dernière consultation : 2 juin 2017).

du cinquantenaire des Indépendances. On songe au « retour » triomphant de l'abbé Fulbert Youlou à Brazzaville relaté dans ce dossier (Greani). Premier président de la République du Congo en 1960, chassé du pouvoir lors d'un soulèvement populaire après trois ans de fonction (donc défait de son éphémère statut de « père de la nation »), il est gratifié en 2009 d'une statue de bronze en pied lors des festivités du cinquantenaire. Quelques mois plus tard, en juin 2010, au Congo voisin, le président Joseph Kabila dévoile à Kinshasa une statue rendant hommage au premier président Joseph Kasa-Vubu — destitué en 1965 par un coup d'État de Mobutu —, une figure politique faisant l'objet de conflits mémoriels. Commandée à la Corée du Nord, sa statue en bronze mesure, comme celle de Youlou, près de cinq mètres de hauteur, et représente l'homme dans une posture de salut. Son inauguration, dans le cadre des festivités du cinquantenaire de l'indépendance, est l'occasion de commémorer publiquement une personnalité qui, selon le gouverneur de la ville, « a donné de sa force et de son talent, malgré les souffrances et les privations, pour que se réalise enfin son rêve audacieux d'un Congo libre et indépendant »⁹. Ces propos officiels s'ajoutent à la matérialité imposante et solennelle de la statue pour restituer à un chef politique passé le statut de « père de la nation », en tentant de faire oublier les nombreuses controverses qui l'entourent, en l'occurrence son conflit avec Lumumba¹⁰.

Au Ghana, comme le rappelle l'article de Carola Lentz, c'est le « père de la nation » Kwame Nkrumah qui est périodiquement investi et désinvesti. Sa statue, déboulonnée et jetée aux oubliettes après le coup d'État de 1966, fut réinvestie sous la présidence de Acheampong dix ans plus tard puis du président Rawlings en 1992, mais peu valorisée lors des célébrations du cinquantenaire de l'indépendance du pays en 2007. Il est essentiel d'étudier ces statues érigées, déboulonnées puis recyclées, selon l'auteure, car elles constituent des sites d'intenses débats sur les héritages de Nkrumah qui parlent, plus largement, des conceptions locales de l'ordre social et politique au Ghana aujourd'hui. La convocation du passé pour servir les intérêts du présent n'implique pas forcément l'incarnation d'anciennes figures historiques au travers d'une statuaire humaine. Dans son article, Marie-Aude Fouéré rend compte de l'édification d'une Tour de la Révolution précipitamment inaugurée à Zanzibar pour commémorer le cinquantenaire de la Révolution de 1964.

9. Ces propos sont notamment rapportés dans l'article, non signé, « Le Président Joseph Kabila dévoile le monument du Président Joseph Kasa-Vubu », *Congo Planète*, <http://www.congoplanete.com/news/2787/president-joseph-kabila-devoile-monument-president-joseph-kasa-vubu-cinquantenaire-andre-kimbuta-laurent-desire-kabila-kengo-wa-dondo.jsp?fb_comment_id=10150555748964808_10152729896959808#f1f89f4bb500e88>.

10. Voir le film *Lumumba* (PECK 2000).

Non figurative, dépourvue d'inscription, cet édifice s'impose dans l'espace urbain par une esthétique socialisante censée véhiculer les idées de progrès et de modernité que les statues délaissées de l'ancien « père de la nation », Abeid Karume, n'incarnent plus. Inscrivant une nouvelle fois l'action et l'idéologie du régime en place dans la continuité de l'épisode révolutionnaire, cette tour fut aussi conçue, un an avant les élections générales de 2015, comme un outil pour mobiliser les votes mais qui, de fait, n'a fait que « masquer l'hégémonie mourante du régime en place ».

Le rôle joué par les monuments dans les stratégies de pouvoir et de contrôle des gouvernements peut également prendre une envergure internationale. Ainsi en Éthiopie, comme le relate l'article de Serge Dewel, le profil caractéristique des stèles d'Aksum, s'est imposé à l'échelle nationale et internationale comme symbole de la nation. Réactualisant les codes impériaux et marquant une distance avec les régime du *Därg* qui ne fit jamais recours à ce symbole, les stèles ont notamment servi « de justification historique au contrôle éthiopien sur l'Érythrée » ; la province sécessionniste et le nord de l'Éthiopie ayant en commun le territoire de l'ancien royaume antique.

Mansudae Overseas Projects : Renaître depuis la Corée du Nord

Depuis une trentaine d'années, la société nord-coréenne Mansudae Overseas Projects a discrètement investi le continent africain, à travers l'édification d'un grand nombre de monuments à l'indiscutable air de famille : un style hybride néo-réaliste-socialiste à prétention antiquisante, pourrait-on résumer. Ce même style régit par exemple les statues géantes des deux dirigeants nord-coréens Kim Il-Sung et Kim Jong-il installées sur l'une des places principales de Pyongyang (« Mansudae Hill ») et, en Afrique, le gigantesque Monument de la Renaissance africaine à Dakar et les statues en bronze d'une hauteur plus modeste de Patrice Lumumba et de Laurent Kabila à Kinshasa en République démocratique du Congo, ainsi que des trois « *digkosi* » (chefs traditionnels) à Gaborone au Botswana.

Avant de décrire plus avant cette société, il convient de souligner que la décision prise par une quinzaine de gouvernements africains de se tourner vers un État aussi fermé que la Corée du Nord pour édifier de nouveaux monuments publics, souligne bien l'une des caractéristiques de la catégorie des monuments publics africains, à savoir les branchements (Amselle 2001) ou connexions internationales. En effet, les monuments publics « africains » débordent largement des frontières du continent africain, et se positionnent plus globalement à l'intersection des champs de la diplomatie étrangère, des

échanges économiques ou encore des circulations culturelles transnationales. Ainsi, comme en témoigne l'article de Carola Lentz, un monument public peut constituer un don d'un pays à un autre : en 2012, le Ghana offre à l'Éthiopie une statue du père de l'indépendance Kwame Nkrumah. De plus, les monuments interviennent ponctuellement dans des processus de restitution du patrimoine national, à l'instar de la stèle n° 2 d'Axoum. Haut de 24 mètres, ce monument devenu symbole de l'identité nationale éthiopienne, avait été ramené en tant que trophée de guerre à Rome en 1937 (Ficquet 2004 ; Pankhurst 1999). Il fut finalement restitué en 2005 et réinstallé trois ans plus tard, sans pour autant ouvrir « “la boîte de pandore” des demandes de restitution d'autres pièces expropriées en période de colonisation » (Ficquet 2004 : 381). Par ailleurs, les anciens pays colonisateurs possèdent leurs propres monuments « africains », commémorant les figures de la colonisation dans les espaces publics. Ceux-ci font parfois l'objet de vandalisme, comme le tag anonyme « Baudouin assassin ? » apposé sur la statue équestre de Léopold II à Bruxelles en 2013, qui visait à questionner la responsabilité du roi dans la mort de Patrice Lumumba. Plus récemment, en 2016, les revendications du mouvement « Rhodes Must Fall » ont gagné le Royaume Uni, les étudiants de l'Université d'Oxford ayant appelé (sans succès) à retirer la statue en pied de Cécil Rhodes qui était insérée dans la façade de leur bâtiment. L'édification des monuments publics sur le sol africain peut également exiger des talents spécifiques, uniquement disponibles en dehors des frontières. Les vitraux de l'immense Basilique Notre-Dame de-la-Paix inaugurée à Yamoussoukro en Côte-d'Ivoire en 1994 (Wauthier 2005), furent par exemple réalisés à Nanterre par des maîtres verriers issus de l'atelier France Vitrail International. En outre, l'édification de monuments publics en Afrique réunit parfois une main-d'œuvre locale et étrangère. Des ouvriers chinois ont, par exemple, participé à la construction des Palais des peuples à travers le continent, comme celui inauguré à Brazzaville en République du Congo en 1984. Ainsi, le recours récent et généralisé à une main-d'œuvre et un savoir-faire nord-coréens, aussi surprenant qu'il puisse paraître de premier abord, est symptomatique de l'ouverture au monde et à la géopolitique qui caractérise les monuments publics africains.

Mansudae Overseas Projects (MOP) constitue la filiale commerciale à l'étranger de la société d'exploitation Mansudae Art Studio qui déclare employer actuellement près de quatre mille individus, dont mille artistes tous diplômés de l'Université de sciences et technologie de Pyongyang. Cette société se présente comme « probablement le plus grand centre d'art au monde » (ma trad.)¹¹. Fondée à Pyongyang en 1959, peu après la guerre de

11. Voir le site officiel <<http://www.mansudaeartstudio.com/>>.

Corée (1950-1953), elle apparaît alors que le pays se trouve presque entièrement détruit par les bombardements qui opposèrent les forces nord-coréennes communistes, soutenues par la République populaire de Chine et l'Union soviétique, aux forces sud-coréennes non communistes, soutenues par les États-Unis. Dès le début des années 1980, la Corée du Nord prend pied sur le continent africain *via* cette société au travers du don fait à l'Éthiopie socialiste d'un gigantesque monument dit « Tiglachin » (« Notre lutte »). Installé à Addis-Abeba, ce monument se compose d'une colonne de cinquante mètres surmontée d'une étoile rouge, décorée d'une faucille et d'un marteau dorés et entourée de deux murs en bas-reliefs (Elleh 2002 : 164-165). Commémorant la victoire de l'Éthiopie lors de la guerre de l'Ogaden (1977-1978) en période de Guerre froide, le monument est devancé par un groupe statuaire constitué d'un immense drapeau et de deux hommes et une femme armés. Introduite pour la première fois en Afrique, cette esthétique monumentale à la fois typiquement nord-coréenne et prolongeant le réalisme socialiste soviétique¹² va peu à peu se stéréotyper et se diffuser dans d'autres pays africains. Ainsi, le monument installé devant le National Heroes Acre à Harare au Zimbabwe se compose d'un groupe statuaire quasiment identique à celui d'Addis-Abeba avec ses trois figures en pied installées devant un grand drapeau.

Il n'existe pas pour l'heure de registre fiable détaillant les commandes de constructions monumentales en dehors des frontières nord-coréennes. Quinze pays d'Afrique subsaharienne seraient concernés jusque-là¹³. En Angola, on compte deux monuments nord-coréens dans l'espace public : la tour du Centre culturel Agostinho Neto installée à Luanda et un Monument de la paix représentant une colombe posée sur deux avant-bras installé à Luena, tous deux inaugurés en 2012. La ville d'Abomey au Bénin s'est dotée d'une statue géante en pied du roi du Dahomey, Béhanzin, tandis que la capitale de Maputo au Mozambique a fait édifier une statue du premier président de la république populaire, Samora Machel. La ville de Kinshasa en République démocratique du Congo, pour sa part, a passé commande des statues de bronze en pied de Laurent Désiré Kabila et de Patrice Lumumba. Au Botswana, à Gaborone, le Three Dikgosi Monument est constitué de trois statues géantes des chefs traditionnels Khama III, Sebele I et Bathoen I vêtus de complets vestons. La Namibie a passé commande de plusieurs monuments comme le National Heroes Acre et le palais présidentiel à Windhoek. La République du

12. Voir l'exposition londonienne *Red Africa : Thing fall apart* du 4 février au 3 avril 2016 à la Calvert 22 Fondation, <<http://calvert22.org/red-africa/>>. Cette exposition présentait notamment les œuvres du Sud-Coréen Che Onejoon qui a photographié certains monuments de la société MOP en Afrique.

13. Cette liste se prolongerait par l'Algérie et l'Égypte en Afrique, mais aussi d'autres pays du monde comme le Cambodge, l'Allemagne ou la Malaisie.

Congo a acquis huit monuments dits « du septennat ». S'ajoutent à cette liste le Sénégal avec le Monument de la Renaissance, l'Éthiopie et son monument Tiglachin, ou encore le Mali, la République de Centrafrique, la Tanzanie, le Togo, la Guinée Équatoriale ou le Zimbabwe.

Beaucoup de questions restent sans réponse : les monuments nord-coréens d'Afrique sont-ils intervenus dans le cadre d'accords de partenariat étatiques plus larges ? Quel a été le coût de la matière première (le bronze) dans la fabrication des œuvres ? Celui de la main-d'œuvre ? S'il y avait eu un concours, national comme c'était souvent le cas à l'époque du monopartisme (comme en République populaire du Congo), voire international, un débat public sur ces questions n'aurait pu être évité. Des raisons économiques sous-tendent bien sûr le choix de se tourner vers la Corée du Nord. Il permit notamment à Abdoulaye Wade au Sénégal de disposer d'un monument grandiose édifié à moindre coût. Quant à la société MOP elle-même, son but serait principalement de permettre de faire rentrer des devises étrangères en Corée du Nord. Le palais présidentiel de Windhoek en Namibie a par exemple coûté quarante millions de dollars. MOP aurait ainsi gagné près de cent soixante millions de dollars en dix ans¹⁴. Dans ce contexte, cette société a été indirectement la cible de sanctions adoptées par l'ONU en novembre 2016 pour contraindre la Corée du Nord à abandonner ses programmes nucléaire et balistique prohibés. Ainsi l'article 29 de la résolution 2321 stipule que la Corée du Nord « ne doit pas fournir, vendre ou transférer, directement ou indirectement, de son territoire ou à ses ressortissants, ou utiliser ses navires ou avions, statues et que tous les États interdisent l'achat de ces éléments [...] » (ma trad.)¹⁵. Samantha Power, ambassadrice des États-Unis auprès de l'ONU, s'est exprimée sur le point précis des statues à l'issue de ce vote de sanction en ces termes : « Maintenant, vous allez peut-être demander pourquoi interdire l'exportation de monuments. Et bien, il faut savoir que ce type d'exportation — comme la statue de Laurent Kabila qui se tient à Kinshasa aujourd'hui, les deux statues que Robert Mugabe a payé 5 millions pour perpétuer son souvenir après sa mort au Zimbabwe, ou un nombre incalculable d'autres à travers le monde — génèrent des dizaines de millions de dollars pour le régime » (ma trad.)¹⁶. Notons toutefois que la vente de peintures et d'aquarelles émanant de MOP est toujours autorisée. Un site internet géré depuis l'Italie est dédié à sa vente indirecte¹⁷. L'interdiction par l'ONU d'exporter

14. Voir l'article, non signé, « Foreign Currency Earning Constructions in Africa », 21/06/2010, *DailyNK*, <<http://www.dailynk.com/english/read.php?catId=nk03100&num=6519>>.

15. Voir le texte de la résolution sur <<https://www.un.org/press/en/2016/sc12603.doc.htm>>.

16. Voir son allocution sur <<https://2009-2017-usun.state.gov/remarks/7575>>.

17. Le prix des œuvres n'est pas affiché sur ce site géré depuis l'Italie. Il convient de rentrer en contact par mail pour les connaître. Les œuvres sont ensuite envoyées depuis l'Italie

des statues est couplée à celle d'exporter du charbon, du zinc ou du nickel. Or, si les monuments publics rapportent effectivement d'importantes sommes d'argent, nous sommes loin des 700 millions de dollars par an que rapporte l'exportation du charbon. On peut donc imaginer qu'il s'agit aussi de freiner la démonstration de puissance de la Corée du Nord à l'échelle internationale, à travers des monuments outrancièrement imposants.

Nouveaux monuments publics : un patrimoine national ?

Les monuments publics supposent une volonté de léguer aux générations futures une certaine conception de l'histoire nationale. La longévité espérée du roman national incarné dans la pierre tranche pourtant souvent avec les réalités locales. Ainsi, le Monument des héros nationaux à Ouagadougou au Burkina Faso, présenté dans ce numéro par Marie-Christin Gabriel, montre qu'un monument intentionnel, selon la terminologie de l'historien de l'art Alois Riegl (1903), peut devenir un « lieu de mémoire » (Nora 1997) réapproprié par le peuple. Comme nous l'a montré Pierre Nora (*ibid.* : 979), un lieu de mémoire n'est pas uniquement un lieu mis en place par l'État comme indice de rappel du passé, là où la mémoire n'a rien de spontané, mais aussi le site lieu d'un « plébiscite de tous les jours » par une spontanéité festive et populaire. Au Burkina Faso, en effet, le Monument des héros nationaux a été recyclé par le gouvernement de transition après la chute du président Blaise Compaoré en 2014, ne célébrant non plus simplement des héros anonymes mais aussi les « martyrs » bien identifiés de la révolution autour de commémorations qui rassemblent une population enthousiaste. Mais le lieu de mémoire peut aussi être directement impulsé par la population bien plus que par les pouvoirs publics. C'est ce que montre Stéphane Ancel dans son article sur la construction des « cathédrales » en Éthiopie par de simples paroissiens fidèles de l'Église chrétienne orthodoxe *tāwahedo*, et non par l'État éthiopien ou par l'Église, que l'on sait avoir été un « rouage important de l'administration et de l'idéologie royale », comme le rappelle l'auteur. Cette multiplication d'églises à plan basilical serait partiellement détachée de logiques mémorielles pour la célébration d'un passé glorieux, mais relèverait toutefois des modes d'ostentation de notabilité locale et, probablement, d'une réaction locale face à la prégnance accrue des églises évangéliques. Il n'en reste pas moins qu'elles constituent, à terme, des édifices qui s'inscrivent

---

après un paiement par paypal. Le site précise : « There are no direct interactions with the Mansudae Art Studio nor North Korea. »

dans un paysage monumental religieux fortement adossé à la construction de l'État éthiopien.

Les récentes commandes étatiques passées à la Corée du Nord dans de nombreux pays africains soulèvent plusieurs questions : Ces nouveaux monuments participent-ils de la construction d'un patrimoine national ? A-t-on affaire à des œuvres d'art public ? Un monument peut-il relever de la catégorie de « patrimoine » et symboliser une identité nationale si, bien que traitant d'un sujet ou d'une figure typiquement national, il a été élaboré suivant un style et des canons esthétiques qui n'ont rien de national ?¹⁸. L'internationalisation de l'esthétique néo-réaliste socialiste nord-coréenne ne témoigne-t-elle pas plutôt de la diffusion d'un patrimoine nord-coréen ? Les artistes africains, pourtant nombreux et talentueux localement, ont été exclus d'office de ces réalisations. À Brazzaville par exemple, dix artisans nord-coréens ont travaillé sur le projet des Monuments du septennat. La main-d'œuvre locale ayant uniquement été convoquée pour réaliser les socles. Cet ensemble statuaire révèle une forte ambiguïté : d'un côté, il s'agit d'une commande du ministère des Grands travaux (et non de la Culture), ce qui écarte les monuments du statut d'œuvre d'art ; de l'autre côté, ces monuments sont officiellement revendiqués comme un « enrichissement du patrimoine congolais ». À Dakar aussi, les artistes locaux ont été exclus de la réalisation du Monument de la Renaissance africaine. L'auteur du dessin initial est un sculpteur parisien d'origine roumaine, Virgil Magherusan, dont la maquette avait été préférée à celle du célèbre artiste sénégalais Ousmane Sow (De Jong & Foucher 2010 : 189). Des ouvriers nord-coréens de la société MOP se sont donc déplacés sur place, travaillant sous la supervision d'un architecte sénégalais, Pierre Goudiaby Atepa, qui déclarait devant les caméras de télévision qui suivait son chantier : « Regardez la complexité : ça vraiment, il n'y avait que les Coréens pour faire ça ! »¹⁹. D'une manière générale, les articles qui constituent ce numéro montrent que, malgré l'histoire chaotique ayant abouti à la légitimation de l'art africain dans le milieu réservé de l'art contemporain, les artistes africains restent fortement écartés de la monumentalité contemporaine africaine.

Laboratoire d'anthropologie et d'histoire de l'institution de la culture – Institut interdisciplinaire d'anthropologie du contemporain (LAHIC-IIAC), CNRS-EHESS, Paris.

18. Des polémiques ont surgi quant à la « non africanité » des monuments édifiés depuis la Corée du Nord, en particulier les « yeux bridés » des statues. À propos du Monument de la Renaissance à Dakar, voir l'article, non signé « Wade, le président et sa statue », 04/11/2011, <<https://www.letemps.ch/culture/2011/11/04/wade-president-statue>>.

19. Voir le clip produit par Arte France, en ligne sur YouTube : <https://www.youtube.com/watch?v=0Jw_tpOxieE>.

BIBLIOGRAPHIE

- AMSELLE J.-L., 2001, *Branchements. Anthropologie de l'universalité des cultures*, Paris, Flammarion.
- ANDERSON B., 1996 [1983], *L'imaginaire national : Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte.
- ARAUJO A. L., 2010, *Public Memory of Slavery. Victims and Perpetrators in the South Atlantic*, Amherst-New York, Cambria Press.
- 2014, *Shadows of the Slave Past : Memory, Heritage, and Slavery*, New York-London, Routledge.
- ARNOLDI M.-J., 2003, « Symbolically Inscribing the City : Public Monuments in Mali, 1995-2002 », *African Arts*, 36 (2) : 56-65.
- 2016, « Locating History in Concrete and Bronze : Civic Monuments in Bamako, Mali », in C. K. KNIGHT & H. F. SENIE (eds.), *A Companion to Public Art*, Oxford, John Wiley & Sons : 93-106.
- BANCEL N. & BLANCHARD P. (DIR.), 2006, *Culture post-coloniale, 1961-2006*, Paris, Autrement (« Mémoires/Histoire »).
- BANCEL N. ET AL. (DIR.), 2010, *Ruptures postcoloniales. Les Nouveaux Visages de la société française*, Paris, La Découverte (« Cahiers libres »).
- BASU P., 2013, « Recasting the National Narrative : Postcolonial Pastiche and the New Sierra Leone Peace and Cultural Monument », *African Arts*, 46 (3) : 10-25.
- BERNAULT F., 2010, « Quelque chose de pourri dans le post-empire. Le fétiche, le corps et la marchandise dans le Mémorial de Brazza au Congo », *Cahiers d'Études africaines*, L (2-3-4), 198-199-200 : 771-797.
- CIARCIA G., 2013, « L'oubli et le retour. Figures d'une épopée mémorielle sur la Route de l'Esclave au Bénin », *L'Homme*, 206 : 89-119.
- 2016 *Le revers de l'oubli. Mémoires et commémorations de l'esclavage au Bénin*, Paris, Karthala (« Esclavages »).
- COOMBS A., 2003, *History after Apartheid : Visual Culture and Public Memory in a Democratic South Africa*, Durham-London, Duke University Press.
- CROUZEL I., 2000, « La "renaissance africaine" : un discours sud-africain ? », *Politique Africaine*, 77 : 171-182.
- DESLAURIER C. & ROGER A. (DIR.), 2006, « Introduction au thème : Mémoires grises. Pratiques politiques du passé colonial entre Europe et Afrique », *Politique Africaine*, 102 : 5-27.

- DE JONG F., 2008, « Recycling Recognition. The Monument as Objet Trouvé of the Postcolony », *Journal of Material Culture*, 13 : 195-214.
- DE JONG F. & FOUCHER V., 2010, « La tragédie du roi Abdoulaye ? Néomodernisme et Renaissance africaine dans le Sénégal contemporain », *Politique Africaine*, 118 : 187-204.
- DE JORIO R., 2003, « Narratives of the Nation and Democracy in Mali : A View from Modibo Keita's Memorial », *Cahiers d'Études africaines*, XLIII (4), 172 : 827-855.
- DUMAS H. & KORMAN R., 2011, « Espaces de la mémoire du génocide des Tutsis au Rwanda. Mémoires et lieux de mémoire », *Afrique contemporaine*, 238 (2) : 11-27.
- ELLEH N., 2002, *Architecture and Power in Africa*, Westport, Praeger.
- FABRE D., 2016, « Ancienneté, altérité, autochtonie », in D. FABRE, *Domestiquer l'histoire, ethnologie des monuments historiques*, Paris, Éditions de la maison des sciences de l'Homme : 196-208.
- FAURÉ Y.-A., 1978, « Célébrations officielles et pouvoirs africains : symbolique et construction de l'État », *Canadian Journal of African Studies*, 12 (3) : 383-404.
- FICQUET É., 2004, « La stèle éthiopienne de Rome », *Cahiers d'études africaines*, XLIV (1-2), 173-174 : 369-385.
- FONTEIN J., 2006, *The Silence of Great Zimbabwe : Contested Landscapes and the Power of Heritage*, Londres-Harare, UCL Press-Weaver Press.
- FOUÉRÉ M.-A. & CHARTON H., 2013, « Dossier : Héros nationaux et pères de la nation en Afrique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2 (118).
- FULLER H., 2014, *Building the Ghanaian Nation-State : Kwame Nkrumah's Symbolic Nationalism*, London, Palgrave Macmillan.
- FUREIX E. (DIR.), 2014, *Iconoclasme et révolutions de 1789 à nos jours*, Ceyzérieu, Champ Vallon.
- GELLNER E., 1983, *Nations and Nationalism*, Ithaca, NY, Cornell University Press.
- GILLIS J. (ED.), 1994, *Commemorations : The Politics of National Identity*, Princeton, Princeton University Press.
- GREANI N., 2016, « Fragments d'histoire congolaise. Les archives coloniales réactivées du Mausolée Savorgnan de Brazza et de la Fresque de l'Afrique », *Gradhiva*, 24 (2) : 82-105.
- 2017, « Le fond de l'art était rouge. Transferts artistiques entre l'ancien bloc socialiste et la République populaire du Congo », *Cahiers d'Études africaines*, LVII (2), 226 : 379-398.
- HARTOG F., 2003, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Éditions du Seuil.

- HERZFELD M., 2001, « Vers une phénoménologie ethnographique de l'esprit grec », in F. HARTOG & F. REVEL (dir.), *Les usages politiques du passé*, Paris, Éditions de l'EHESS: 38-53.
- JEWSIEWICKI B. (DIR.), 2004, Numéro spécial, « Réparations, restitutions, réconciliations entre Afriques, Europe et Amériques », *Cahiers d'Études africaines*, XLIV (1-2), 173-174.
- KUKLICK H., 1991, « Contested Monuments. The Politics of Archaeology in Southern Africa, in Colonial Situations : Essays in the Contextualization of Ethnographic Knowledge », in G. W. STOCKING (ed.), *Colonial Situations : Essays on the Contextualization of Ethnographic Knowledge*, Madison, University of Wisconsin Press : 135-170.
- LARSEN L., 2012, « Re-placing Imperial Landscapes : Colonial Monuments and the Transition to Independence in Kenya », *Journal of Historical Geography*, 38 (1) : 45-55.
- LENTZ C. (ED.), 2011, « Celebrating Africa@50. The Independence Jubilees in Madagascar, the DR Congo, Benin, Mali and Nigeria », *Working papers of the Department of Anthropology and African Studies*, Institut für Ethnologie und Afrikastudien, Johannes Gutenberg-Universität, <<http://www.ifeas.uni-mainz.de/workingpapers/AP130.pdf>>.
- LENTZ C., 2013a, « Ghana@50. Celebrating the Nation, Debating the Nation », *Cahiers d'Études africaines*, LIII (3), 211 : 519-546.
- 2013b, « The 2010 Independence Jubilees : The Politics and Aesthetics of National Commemoration in Africa », *Nations and Nationalism*, 19 (2) : 217-237.
- MALAQUAIS D., 2006, « Une nouvelle liberté ? Art et politique urbaine à Douala (Cameroun) », *Afrique et Histoire*, 5 : 111-134.
- MARSCHALL S., 2006, « Visualizing Memories : the Hector Pieterse Memorial in Soweto », *Visual Anthropology*, 19 (2) : 145-169.
- 2010, *Landscape of Memory : Commemorative Monuments, Memorials and Public Statuary in Post-Apartheid South Africa*, Boston-Leiden, Brill.
- MBEKI T., 1998, « The African Renaissance, South Africa and the Word », discours à l'Université des Nations Unies de Tokyo, le 09/04/1998, <<http://archive.unu.edu/unupress/mbeki.html>>.
- MBEMBE A., 2006, « La colonie : son petit secret et sa part maudite », *Politique Africaine*, 102 : 101-127.
- MINKLEY G. & MNYAKA P., 2015, « Seeing beyond the Official and the Vernacular : The Duncan Village Massacre Memorial and the Politics of Heritage in South Africa », in R. PETERSON, K. GAVUA & C. RASSOOL (eds.), *The Politics of Heritage in Africa : Economies, Histories and Infrastructures*, Cambridge, Cambridge University Press : 50-69.
- MILLER K. & SCHMAHMANN B. (ED.), 2017, *Public Art in South Africa : Bronze Warriors and Plastic Presidents*, Bloomington, Indiana University Press

- NORA P. (DIR.), 1997 [1984-1992], *Les lieux de mémoire*, 3 vol., Paris, Gallimard.
- NYAMNJOH F., 2017, *#Rhodesmustfall. Nibbling at Resilient Colonialism in South Africa*, Cameroun, Langaa RPCIG.
- PANKHURST R., 1999, « Ethiopia, the Aksum Obelisk, and the Return of Africa's Cultural Heritage », *African Affairs. The Journal of the Royal African Society*, 98 (391) : 229-239.
- PECK R., 1999, *Lumumba*, film, 115 min., Paris, JBA Production, Velvet Films.
- PERROT S., 2010, « Who's the Bull in the Kraal ? », *Cahiers d'Études africaines*, L (1), 197 : 153-179.
- RANGER T., 2010, *Bulawayo Burning : The Social History of a Southern African City, 1893-1960*, New York, Boydell & Brewer.
- RASSOOL C., 2015, « Human Remains, the Disciplines of the Dead, and the South African Memorial Complex », in D. PETERSON, K. GAVUA & C. RASSOOL (eds.), *The Politics of Heritage in Africa*, New York, Cambridge University Press : 133-156.
- RIEGL A., 1984 [1903], *Le culte moderne des monuments. Son essence et sa genèse*, Paris, Éditions du Seuil.
- SAMARBAKSHSH-LIBERGE L., 2000, « L'African Renaissance en Afrique du Sud. De l'utilité ou de l'utilisation de l'histoire », in F.-X. FAUVELLE-AYMAR, J.-P. CHRÉTIEN & C.-H. PERROT (dir.), *Afrocentrismes. L'histoire des Africains entre Égypte et Amérique*, Paris, Karthala : 381-400.
- SICARD M., 2016, « Déboulonnades », *Médium*, 49 (4) : 154-167.
- TONDA J., 2010, « Le Mausolée Brazza, corps mystique de l'État congolais ou corps du "négatif" », *Cahiers d'Études africaines*, L (2-3-4), 198-199-200 : 799-821.
- VALLY R., 2004, « Histoire, mémoire, réconciliation en Afrique du Sud. Le Monument aux Voortrekkers, cinquante ans plus tard : histoire d'une auto-réconciliation », *Cahiers d'Études africaines*, XLIV (1-2), 173-174 : 323-341.
- VERGES F., 2008, « Esclavage colonial : quelles mémoires ? Quels héritages ? », in P. BLANCHARD ET AL. (dir.), *Les guerres de mémoires. La France et son histoire*, Paris, La Découverte : 155-164.
- WAUTHIER C., 2005, « Le Vatican et l'Afrique noire », *Présence Africaine*, 172 : 161-167.